Rendez-vous salarial
8 juillet 2026

Déclaration liminaire

Monsieur le Ministre,

La **CFDT** souhaiterait compléter cette intervention en portant quelques messages qui nous paraissent essentiels.

Tout d'abord, la **CFDT** le disait déjà en novembre 2024 : les agents publics ne doivent pas être les boucs émissaires de la dette. La situation que nous connaissons aujourd'hui est le résultat de choix politiques successifs qui ont trop souvent conduit à considérer la fonction publique comme une simple ligne de dépense budgétaire, et non comme un investissement collectif et un choix de société.

Pour la **CFDT**, cette approche est une impasse. Elle nourrit le découragement des agents, affaiblit l'attractivité des métiers publics et contribue à la dégradation du service rendu à la population.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle nous revendiquons depuis plusieurs années la mise en place de véritables négociations salariales annuelles obligatoires dans la fonction publique. Une démocratie sociale de qualité suppose un rendez-vous régulier permettant d'examiner l'évolution des rémunérations et des carrières, plutôt que de laisser s'installer des retards qui finissent par devenir structurels.

À quelques mois des échéances présidentielles, nous voyons déjà ressurgir la lancinante chanson du fonctionnaire bashing : les discours simplistes sur la réduction du nombre de fonctionnaires. Une nouvelle fois, certains ne parlent que des effectifs, jamais des besoins. Jamais de la qualité des services rendus. Jamais de ce que ces suppressions signifieraient concrètement pour les agents publics et les citoyens.

Pourtant, les événements que traverse notre pays démontrent chaque jour l'utilité et la nécessité des services publics.

Face aux conséquences du dérèglement climatique, qui ne sont plus des événements exceptionnels mais deviennent progressivement notre quotidien, qui est présent ? Les personnels hospitaliers qui prennent en charge les plus fragiles lors des épisodes de canicule. Les services de secours qui luttent contre les incendies. Les agents des EHPAD qui accompagnent les personnes âgées. Les personnels des centres communaux d'action sociale qui soutiennent celles et ceux qui sont isolés ou en difficulté. Les personnels de l'Éducation nationale qui assurent la continuité du service public et l'organisation des examens malgré des conditions parfois extrêmes.

Et lorsque la crise est passée, ce sont encore des agents publics qui assurent le versement des aides, l'accompagnement des agriculteurs touchés par les calamités, la remise en état des infrastructures et la continuité de la vie collective.

Autrement dit, les services publics ne sont pas un coût que la Nation devrait supporter ; ils sont l'un des principaux facteurs de cohésion, de solidarité et de résilience de notre société.

Bien sûr, la **CFDT** ne nie pas la gravité de la situation des finances publiques, ni la nécessité d'un débat sur les ressources de notre pays et sur leur utilisation. Mais la **CFDT** refuse l'idée selon laquelle il n'existerait qu'une seule solution.

C'est un choix économique et un choix politique. D'autres contributions peuvent être recherchées, notamment auprès du tissu économique qui bénéficie d'aides ou de soutiens publics sans contreparties, sans contrôle.

Confédération Française Démocratique du Travail - **U**nion des **F**édérations **CFDT** des **F**onctions publiques
47/49, avenue Simon Bolivar 75950 Paris CEDEX 19 **–** Tél. 01 56 41 54 40 – Mel. uffa@uffa.cfdt.fr

Pour la **CFDT**, la question salariale est donc centrale. Elle répond à une exigence de justice pour les agents publics dont le pouvoir d'achat a été durablement mis sous pression. Une exigence de justice également entre les agents publics qui ne sont pas égaux devant la participation de l'employeur à leur mutuelle. Va-t-on continuer à ne pas accorder une mutuelle digne aux agents publics hospitaliers, qui s'engagent actuellement dans des conditions de travail extrêmement difficiles ? La question salariale est aussi une condition indispensable pour recruter, fidéliser et reconnaître celles et ceux qui font vivre au quotidien l'action publique.

Mais nous voulons également le dire avec force : la rémunération ne peut pas être pensée indépendamment d'un projet pour les services publics. Revaloriser les agents, c'est aussi affirmer l'ambition que notre pays porte pour son école, son hôpital, sa protection sociale, sa sécurité civile, ses administrations et l'ensemble des missions d'intérêt général.

C'est pourquoi nous attendons aujourd'hui des réponses concrètes sur les rémunérations, mais aussi une vision. Une vision qui reconnaisse que les agents publics ne sont pas un problème à résoudre, mais une part essentielle de la solution aux défis économiques, sociaux, environnementaux et démocratiques auxquels notre pays est confronté.

Je vous remercie.

Paris, le 8 juillet 2026

Confédération Française Démocratique du Travail - **U**nion des **F**édérations **CFDT** des **F**onctions publiques
47/49, avenue Simon Bolivar 75950 Paris CEDEX 19 **–** Tél. 01 56 41 54 40 – Mel. uffa@uffa.cfdt.fr